



**PRÉFET  
DES CÔTES-  
D'ARMOR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction des Relations  
avec les Collectivités  
Territoriales**

## **Arrêté**

### **Portant Prescriptions Complémentaires Installations Classées Pour La Protection de L'environnement KERVAL CENTRE ARMOR à LAMBALLE ARMOR**

Le Préfet des Côtes-d'Armor  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le Code de l'Environnement et ses annexes, notamment les articles L515-29 et R515-77 et suivants ;

**Vu** la Directive IED n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

**Vu** la décision d'exécution de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'incinération des déchets ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 2 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération de déchets non dangereux ;

**Vu** le décret n°2021-345 du 30 mars 2021 relatif au contrôle par vidéo des déchargements de déchets ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2007 autorisant le SM Kerval Centre Armor à poursuivre l'exploitation de l'usine de valorisation énergétique de déchets sur la commune de Lamballe-Armor ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 décembre 2011 de mise en conformité des conditions d'exploitation de l'usine de valorisation énergétique de déchets sur la commune de Lamballe-Armor ;

**Vu** la demande d'antériorité du 18 avril 2019 transmise par le SM Kerval Centre Armor concernant les installations exploitées sur le site de Lamballe-Armor ;

**Vu** le rapport de non soumission au rapport de base transmis par le SM Kerval Centre Armor le 14 décembre 2020 ;

**Vu** les courriers de demandes de compléments de Monsieur le Préfet des 30 septembre 2021 et 28 février 2022 ;

**Vu** le dossier de réexamen IED accompagné de la demande de dérogation transmis par le SM Kerval Centre Armor le 21 octobre 2022 ;

**Vu** la demande de compléments de l'inspection en date du 29 mars 2023 ;

**Vu** les éléments complémentaires transmis par le SM Kerval Centre Armor le 23 juin 2023 ;

**Vu** les consultations du public du 6 novembre 2023 au 1<sup>er</sup> décembre 2023 et du 22 janvier au 16 février 2024 ;

**Vu** les avis favorables des communes de Saint-Alban, Hénansal et Andel ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement spécialité Installations Classées du 28 mars 2024 ;

**Vu** l'avis favorable du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques qui s'est tenu le 4 avril 2024 ;

**Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courriel du 8 avril 2024 ;

**Vu** l'absence d'observations du demandeur sur ce projet d'arrêté reçue par courriel du 17 avril 2024 ;

**Vu** le décret du 30 mars 2022 portant nomination de M. Stéphane ROUVÉ, Préfet des Côtes-d'Armor ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 12 juin 2023 portant délégation de signature à M. David COCHU, Secrétaire Général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;

**Considérant** que la rubrique associée à l'activité principale des activités est la rubrique 3520 et que les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont celles des BREF relatif aux installations d'incinération de déchets (WI),

**Considérant** que, conformément à l'article R.515-82 du code de l'environnement, les prescriptions dont sont assorties les arrêtés d'autorisation des installations visées à l'article R.515-82 sont ré-examinées et au besoin actualisées pour assurer leur conformité aux articles R.515-60, R.515-68 et R.515-75 du code de l'environnement;

**Considérant** que les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des meilleures techniques disponibles (MTD) décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables à l'installation ;

**Considérant** que l'analyse des meilleures techniques disponibles réalisées dans le dossier de mise en conformité montre que le fonctionnement de l'établissement est cohérent avec le document de référence (BREF installation d'incinération de déchets) ;

**Considérant** que, conformément aux dispositions de l'article R.515-60 du code de l'environnement, il convient d'ajouter à l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation des installations, des prescriptions relatives :

- aux rubriques ICPE et IED du site,
- aux valeurs limites d'émissions,
- à la protection du sol et des eaux souterraines,
- à la surveillance des émissions et la transmission de cette surveillance,
- à la surveillance et la gestion des déchets,
- aux conditions d'exploitation lors de l'arrêt définitif des installations ;

**Considérant** que le dossier de réexamen IED met en évidence que l'incinérateur exploité par le SM Kerval Centre Armor, dans la configuration actuelle des installations, n'est pas en capacité de respecter la valeur limite d'émission en NOx imposée à l'article 7.1.1 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 précité qui s'élève à 150 mg/Nm<sup>3</sup> ;

**Considérant** que la concentration journalière moyenne au cours des trois dernières années

sur le paramètre NOx s'élève à 234 mg/Nm<sup>3</sup> pour un maximum de 293 mg/Nm<sup>3</sup>;

**Considérant** que l'article 3 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 prévoit la possibilité de solliciter une dérogation aux valeurs limites imposées pour les émissions dans l'environnement ;

**Considérant** que le SM Kerval Centre Armor a déposé une demande pour déroger à la valeur limite d'émission de NOx de 150 mg/Nm<sup>3</sup> pour une durée de 5 ans ;

**Considérant** que cette demande de dérogation comporte une étude des risques sanitaires d'émissions de NOx dans la configuration actuelle des installations exploitées ainsi qu'une étude technico-économique analysant les différentes techniques de traitement de l'air des NOx ;

**Considérant** que l'étude des risques sanitaires a été menée pour caractériser les risques que représentent des émissions de NOx correspondant au maximum autorisé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 novembre 2011, à savoir une teneur de 400 mg/Nm<sup>3</sup> et un flux de 22 kg/h;

**Considérant** que cette étude conclut que ces émissions ne représentent pas un risque sanitaire significatif ;

**Considérant** qu'il convient d'encadrer les émissions de NOx durant cette période dérogatoire ;

**Considérant** l'abaissement de la valeur limite d'émission pour le paramètre NOx à 300mg/Nm<sup>3</sup> ;

**Considérant** le renforcement de la surveillance des émissions canalisées de NOx, passant d'un contrôle semestriel à un contrôle trimestriel ;

**Considérant** que l'étude technico-économique conclut que le ratio coût/efficacité des techniques de traitement des émissions de NOx étudiées justifie la demande de dérogation suivant les critères figurant dans le BREF ECM (aspect économique et effets multi-enjeux) ;

**Considérant** que, selon la demande de dérogation, l'exploitant prévoit l'arrêt de sa ligne d'incinération fin décembre 2027 ;

**Considérant** que les articles L.181-14 et R.181-45 du Code de l'Environnement permettent de fixer des prescriptions complémentaires que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement rend nécessaire ;

**Sur proposition** du Secrétaire Général de la préfecture des Côtes d'Armor :

## **ARRÊTE**

### **TITRE I PORTEE DE L'AUTORISATION**

#### **Article 1-1**

Les arrêtés préfectoraux des 18 janvier 2007 et 19 juillet 2011, autorisant le Syndicat Mixte Kerval Centre Armor à exploiter des installations de valorisation énergétique de déchets non dangereux sur la commune de Lamballe-Armor, sont complétés et modifiés par les dispositions précisées dans les articles suivants.

**Article 1-2** Liste des installations classées concernées par la rubrique de la nomenclature  
Le tableau de classement des activités exploitées mentionné à l'article 1.2.1 de l'arrêté du



18 janvier 2007 est modifié comme suit :

Rubrique	Nature/Volume des activités	Volume demandé	Régime
2771	<b>Installations de traitement thermique de déchets non dangereux.</b>	Four d'incinération d'ordures ménagères et autres résidus urbains d'une capacité nominale de 5,6 t/h a un PCI de 7 533 KJ/Kg équipé de brûleurs d'appoint fonctionnant au propane représentant une puissance thermique de 11 718 kW et ayant une capacité maximale de traitement de 48 000 tonnes/an de déchets non dangereux sur la base de 8 000 heures par an. - fosse de déchets de 1200 m <sup>3</sup> - stockage temporaire de mâchefers d'un volume maximal de 4750 m <sup>3</sup>	A
2716-1	<b>Installation de transit de déchets non dangereux non inertes</b> Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> ;	Transit de balles d'ordures ménagères 8750 m <sup>3</sup>	E
3520-a	<b>Valorisation de déchets dans des installations d'incinération</b> pour des déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 t/h	Fosse de réception des déchets Traitement des fumées Zone de stockage des produits issus de la combustion (mâchefers, REFIOM) Zone de stockage des balles de déchets Zone de stockage des réactifs et additifs Cuve de gaz Systèmes de gestion des eaux	A

**Article 1-3 :** Rubrique principale et conclusions sur les MTD associées à la rubrique principale :

Au sens de l'article R.515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale est la suivante :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activités spécifiées à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite IED	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Installation d'incinération	3520	5.2.a Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets dont la capacité de traitement est supérieure à 3 tonnes par heure	Document de référence sur les meilleures techniques disponibles « Incinération des déchets »

**Article 1-4 : Situation de l'établissement**

Les installations autorisées sont situées sur la commune de Lamballe-Armor au lieu dit « Les Landes Lambert » sur les parcelles cadastrales suivantes :

Parcelles cadastrales	superficie	Coordonnées Lambert II étendues
81 section ZS	126 173 m <sup>2</sup>	X : 292 792 m
115 section ZS		Y : 6 837 815 m

## TITRE 2 CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXPLOITATION - CESSATION D'ACTIVITÉ

Les prescriptions de l'article 1.5.4 de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2007 sont remplacées par les suivantes :

« Au moins trois mois avant la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

Ces mesures comprennent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

L'usage futur du sol à prendre en compte lors des opérations de remise en état est un usage naturel. Les équipements et les structures qui ne trouvent pas d'utilité ou qui sont incompatibles avec l'usage des sols ainsi définis sont démantelés.

L'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site dans les conditions précisées à l'alinéa précédent. En outre, la remise en état est réalisée conformément aux dispositions du code de l'environnement applicables à la date de la cessation d'activité des installations et prenant en compte les dispositions de la section 1 du chapitre II et de la section 8 du chapitre V définies au livre V Titre I du code de l'environnement.

En tant qu'établissement « IED » et en application de l'article R. 515-75 du Code de l'Environnement, l'exploitant inclut dans le mémoire de notification prévu à l'article R. 512-39 une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges classés CLP. Ce mémoire est fourni par l'exploitant même si cet arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

Si l'installation a été à l'origine d'une pollution significative du sol et des eaux souterraines par des substances ou mélanges CLP, l'exploitant propose également dans ce mémoire de notification les mesures permettant la remise du site dans un état tel qu'il ne puisse pas porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ».

## TITRE 3 SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

### Article 3-1 : Valeurs limites d'émission

A compter du 3 décembre 2023 jusqu'au 3 décembre 2028, les valeurs limites figurant à l'article 3.2.6 de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2007 modifié sont remplacées en période NOC (conditions normales de fonctionnement) par les valeurs limites d'émissions de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 excepté pour les paramètres suivants :



Paramètres	Concentration maximale journalière en mg/Nm <sup>3</sup>	Flux maximum journalier en kg/j
NOx Composés azotés exprimés en dioxyde d'azote (NO2)	300	403,5

### **Article 3-2 : Surveillance des émissions de NOx**

A compter du 3 décembre 2023 et jusqu'au 3 décembre 2028, la surveillance extérieure semestrielle des émissions de NOx, imposées à l'article 3.2.7 de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2007 modifié, est remplacée par une surveillance trimestrielle.

## **TITRE 4 DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

### **Article 4-1 : Publicité**

Conformément à l'article R. 181-44 du Code de l'Environnement, en vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté sera déposée dans la mairie de Lamballe-Armor et pourra y être consultée ;
- 2° Une copie de l'arrêté sera affichée dans la mairie de Lamballe-Armor pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° une copie dudit arrêté sera également adressé au conseil municipal de la commune de Lamballe-Armor ;
- 4° L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Côtes d'Armor pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

### **Article 4-2 : Information des tiers**

En vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L. 171-7 et au I de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement sont publiées sur le site internet des services de l'État dans le département des Côtes d'Armor pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 4-3 : Délai et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes, Hôtel de Bizien, 3 Contour de la Motte 35044 – Rennes Cedex, dans un délai de 2 mois à compter de la réception de la présente décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur l'application « Télérecours citoyen » accessible à partir du site web [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

En application de l'article L.181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien – 3 Contour de la Motte – 35044 Rennes Cedex) :

- 1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,
- b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département où elle a été délivrée prévue au 4° du même article.

Le Tribunal Administratif peut-être saisi d'une requête déposée sur l'application « Télérecours citoyen » accessible à partir du site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application de l'article R.181-51 du Code de l'Environnement, lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R.181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L.411-6 et L.122-1 du Code des Relations entre le Public et l'Administration.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours à compter de la date d'en voi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (Art R181-51 du code de l'environnement)

#### **Article 4-4 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la préfecture des Côtes d'Armor, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de la commune de Lamballe-Armor et au Syndicat Mixte Kerval Centre Armor.

Saint-Brieuc, le  
Le Préfet,

**22 MAI 2024**



Stéphane ROUVÉ